

QUINZE ORGANISATIONS SYNDICALES DÉBATTENT DE LA RETRAITE

Sellal de nouveau interpellé

La question de la retraite a réussi à fédérer depuis quelque temps toutes les organisations syndicales à l'image du Snapap aile Felfoul. Selon des sources sûres, une réunion ayant regroupé une dizaine d'organisations syndicales a eu lieu hier à Alger et a eu pour ordre du jour «de débattre autour de la question de la retraite à la lumière des décisions prises lors de la dernière réunion du Conseil des ministres».

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Selon nos sources, la réunion, la seconde du genre depuis quelques mois, se veut selon ses initiateurs comme une réunion de «coordination qui aboutira à une autre réunion qui sera sanctionnée par des recommandations, remises au Premier ministre».

On indique, à ce sujet, qu'une invitation sera adressée à l'UGTA «pour se joindre au front, d'autant que parmi les signataires de la dernière résolution de la tripartite figurent la centrale syndicale et le

Snapap (aile Felfoul)». Pour rappel, le président de la Fédération nationale des travailleurs de l'éducation relevant du Syndicat national autonome des personnels de l'administration publique (Snapap), Belamouri Laghaydh, avait déclaré que les participants à la dernière réunion avaient demandé au gouvernement de «tempérer les mesures relatives à la retraite, et ce, dans l'intérêt général». A ce propos, nos sources nous ont indiqué que la réunion d'aujourd'hui qui se poursuit encore regroupe les repré-

sentants de 16 syndicats autonomes, à leur tête, les syndicats de l'Education nationale et les représentants des travailleurs de la Poste, de la Sonelgaz, de la Formation professionnelle et des imams. Il a été indiqué par ailleurs que les participants à cette réunion prévoient des concertations sur les moyens d'annuler la décision relative à la révision de l'ordonnance n°97-13 du 31 mai 1997 amendant et complétant la loi n°83-12 du 2 juillet 1983 relative à la retraite.

Il a été précisé également que cette réunion sera sanctionnée par un communiqué commun accompagné d'une lettre adressée au Premier ministre, Abdelmalek Sellal, dans laquelle les syndicats l'invitant «à organiser une rencontre pour expliquer leur vision quant aux décisions importantes qui concernent la classe ouvrière».



Photos : Samir Sid

Abdelmalek Sellal face à une dizaine d'organisations syndicales.

Par ailleurs, dans une déclaration rendue publique le 22 juillet dernier et par la voie de son secrétaire chargé de la communication, la fédération de l'éducation Snapap sous l'égide de la C-GATA, avait dénoncé énergiquement le «mépris affiché envers la

classe ouvrière à travers des pseudo-allégations irréflechies et échappatoires de la part d'un chef du gouvernement manipulateur, en quête d'une position politique régulatrice d'un déséquilibre kafkaïen au sein du sérail».

A. B.

CHEFFERIE DE SERVICE HOSPITALIER

Le concours soumis à une grille d'évaluation

Cent quatre vingt deux postes de chefferie de service hospitalier seront libérés à partir du 23 septembre prochain. Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, en coordination avec son homologue de la Santé sont en train d'établir une grille d'évaluation pour le concours d'accès au poste de la chefferie de service qui se déroulera avant la fin de l'année.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Les postes de chefferies de services dirigés par des professeurs âgés de plus de 65 ans devraient déjà être vacants et l'intérim déjà entamé. Cependant, rien n'est encore fait. Pourtant, en juin dernier, le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière a informé les dirigeants des établissements hospitaliers d'appliquer l'instruction relative à la mise en fin de fonction de ces responsables âgés de plus de 65 ans.

L'instruction du Premier ministère doit rentrer en vigueur à partir du 23 septembre prochain. Mais en attendant, il y a toute une organisation et une démarche à suivre pour ne pas laisser ces postes sans responsables.

A la rentrée, 282 postes seront vacants suite aux départs à la retraite, mais il existe encore plusieurs postes à l'intérieur du pays qui ne sont pas déjà occupés, en raison du choix de la majorité de s'installer dans les CHU des grandes villes. Qui est habilité à prendre l'intérim en attendant l'organisation du concours d'accès au poste de chefferie de service ? Le professeur Belhadj, membre du bureau national du Syndicat des hospitalo-universitaires (Snechu), a expliqué que c'est le plus ancien dans le grade le plus élevé dans le service qui est habilité à prendre l'intérimaire.

Les grades universitaires existants sont le grade de maître assistant, maître de conférences B, maître de conférences A et professeur. Cependant, la chefferie de service, précise le professeur Belhadj, n'est pas un grade mais une profession. Environ 1 000 candidats sont attendus à ce concours. Afin que le concours se déroule sans polémique, poursuit notre

interlocuteur, les deux ministères de tutelle, l'Enseignement supérieur et la Santé, sont en train d'établir une grille d'évaluation sur l'activité hospitalière et pédagogique. «Ils vont devoir trouver les moyens pour pouvoir classer les candidats afin d'éviter la polémique soulevé dans le précédent concours», a indiqué ce professeur qui souligne que ce concours n'est pas sanctionnant car il s'agit d'un classement. Ainsi, la grille d'évaluation touchera

par exemple le nombre de publications et de communication dans une revue ou congrès scientifique national ou international.

Par ailleurs, le concours d'accès aux grades de professeur et de maître de conférences hospitalo-universitaires se déroule ces jours-ci. Les maîtres de conférences hospitalo-universitaires classe B concourent pour 402 postes de grade de maîtres de conférences A et ces

derniers concourent pour 208 postes de professeurs. Un concours sanctionnant qui exige une moyenne égale ou supérieure à 10, précise-t-on.

Le Snechu revendique, toutefois, une fluidité de carrière, entre autres pour éviter, à l'avenir, les mêmes polémiques sur ce sujet. Le syndicat rappelle aussi que la majorité de la relève qu'on qualifie de «jeune», dépasse l'âge de 50 ans.

S. A.

SELON LES CHIFFRES DE L'ONS

Le chômage à moins de 10% en avril

Le taux de chômage en Algérie a baissé à 9,9% en avril 2016 contre 11,2% en septembre 2015, avec une population en chômage estimée à 1,198 million de personnes, a appris l'APS auprès de l'Office national des statistiques (ONS).

En avril dernier, le nombre de la population active a atteint 12,092 millions de personnes contre 11,932 millions en septembre 2015.

La population active est l'ensemble des personnes en âge de travailler et disponibles sur le marché du travail, qu'elles aient un emploi ou qu'elles soient en chômage.

Quant à la population occupée (personnes ayant un emploi), elle a été estimée à 10,895 millions de personnes en avril dernier, composée de 8,83 millions d'hommes (81,1% de la population occupée) et de 2,06 millions de femmes (18,9%). Il est constaté que le taux de chômage a baissé essentiellement chez les hommes à 8,2% en avril 2016 (contre 9,9% en septembre 2015) tandis que chez les femmes, le taux de chômage a connu une quasi-stagnation en s'établissant à 16,5%.

En outre, des disparités significatives sont observées selon l'âge, le niveau d'instruction et le diplôme obtenu.

Pour les personnes âgées de 25 ans et plus, le taux de

chômage est de 7,5% avec un taux de 5,9% chez les hommes et de 13,7% chez les femmes.

Quant au taux de chômage des jeunes âgés entre 16 et 24 ans, il a baissé à 24,7% en avril dernier (contre près de 30% en septembre dernier) avec 21,8% chez les jeunes hommes contre 40% chez les jeunes femmes.

Par niveau de qualification, il est observé que la baisse enregistrée dans le taux de chômage a concerné davantage la population non qualifiée et celle pourvue d'un diplôme de la formation professionnelle que les universitaires. Le taux de chômage des personnes sans diplôme a baissé à 8,3% en avril dernier (contre 9,6% en septembre), celui des diplômés de la formation professionnelle à 12,1%, tandis que le taux de chômage des diplômés de l'enseignement supérieur s'est établi à 13,2% (contre 12,3% en septembre).

Au sein de la population en chômage, il est constaté que 53,3% sont des personnes non diplômées (639 000 chômeurs), 24,1% sont des diplômés de la formation professionnelle

(289 000 chômeurs) et 22,6% sont des universitaires (270 000 chômeurs). Par ailleurs, l'ONS indique que les chômeurs de longue durée (cherchant un emploi depuis une année ou plus) constituent 66,7% de la population en chômage. La part des chômeurs qui accepte des emplois inférieurs à leurs aptitudes professionnelles est de 71,6%, ne correspondant pas à leur profil pour 68,4%, des emplois pénibles pour 28,7% et des emplois mal rémunérés pour 73,1%. A préciser que les chômeurs sont les personnes qui ne travaillent pas, disponibles pour travailler et qui sont à la recherche d'un travail.

Mais il existe également une population située dans le «halo du chômage», c'est-à-dire des personnes en âge d'activité (16 à 59 ans), qui déclarent être disponibles à travailler mais qui n'ont pas effectué des démarches pour chercher un emploi durant le mois précédant l'enquête effectuée par l'ONS, car elles pensent qu'il n'y a pas d'emploi ou qu'elles n'ont pas pu trouver un emploi par le passé, ou qu'elles ont déjà effectué des démarches pour trouver un emploi, et ce, avant avril 2016 (mois durant

lequel l'ONS a mené son enquête).

Cette catégorie de population a atteint 869 000 personnes en avril 2016 (dont près de 51% de femmes) qui se caractérisent par leur faible niveau d'instruction: 72,5% n'ont aucun diplôme alors que 61,5% n'ont pas dépassé le cycle moyen.

La population occupée (près de 10,9 millions de personnes) est répartie entre 3,11 millions d'employeurs et d'indépendants et 7,58 millions de salariés ainsi que 192 000 aides familiaux. Le secteur public emploie 4,56 millions de personnes (42%) contre 6,33 millions dans le secteur privé et mixte (58%).

En fonction du milieu de résidence, une population occupée de 7,33 millions de personnes travaille dans le milieu urbain contre 3,56 millions dans le monde rural.

Selon le secteur d'activité (y compris les entités administratives), il est observé que celui du commerce et services est le plus grand employeur (61,7% de population active), suivi du secteur du BTP (16,6%), de l'industrie (13%) et de l'agriculture (8,7%).

APS